

L'Inde veut croire à M. Modi. Pourquoi ne pas essayer aussi ?

Un scrutin qui a convoqué aux urnes 814 millions d'électeurs, une participation de 66 %, un résultat indiscutable. Et même un certain enthousiasme. On est évidemment loin de ces élections européennes qui nous appellent cette semaine. Les 290 millions d'inscrits du vieux continent ont sans doute des difficultés à apprécier les enjeux. Cela n'a pas été le cas en Inde, pour la seizième législature de la chambre basse depuis l'indépendance.

L'Etat-continent est un autre monde pour nous, mais le rendez-vous de démocratie de masse est l'indice d'une vraie connivence avec notre propre modèle. Evidemment, en Inde comme chez nous l'exercice est plus proche de la communication et du marketing simplificateur que du débat d'idées. Mais l'héritage britannique est un atout pour un pays-continent qui nous paraît par bien des aspects empêtré dans des blocages sociologiques amplifiés par sa démographie.

La démocratie de masse, un modèle différent du totalitarisme chinois

Forcément, nous sommes déconcertés face à l'importance des chiffres, et pas seulement ceux de la population. Tout de même, plus de 1,25 milliards d'habitants, cela classe l'Inde au deuxième rang mondial (avec un retard de 7 % sur la Chine) et représente 2,5 fois l'Union Européenne et pas loin de quatre fois les Etats-Unis. Ces Hindous produisent une richesse (produit intérieur brut) qui pèse seulement 44 % de celle des Chinois, 9 % de celle des Français ou des Allemands, 7 % de celle des américains.

Au dixième rang mondial en termes de production, l'Inde est évidemment un pays qui a du retard à rattraper et, vu d'ici, on se demande si la gestion peut être conduite de façon efficace sans le totalitarisme du modèle chinois. Le bilan des années de grâce

des pays émergents, offertes (en leur nom et à celui de l'Europe) par les Etats-Unis à la Chine à la fin des années 1990 montre pourtant une certaine réussite: de 2004 à 2010, la croissance indienne s'est située entre 7 et 10 %.

L'espoir de la Shining India

D'une certaine façon, le vote des indiens est un appel au retour à «l'Inde qui brille», de ces années-là. C'est en effet le parti qui avait porté ce slogan, le BJP, qui a largement gagné les élections. Son leader, Narendra Modi, choisi de préférence au Congrès National Indien lié à la famille Gandhi, a présenté un programme qui doit permettre de passer une nouvelle étape économique après la crise des émergents. Cette dernière a, on l'a souligné à de nombreuses reprises, cassé le concept même des BRICS, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud ayant plus de différences que de convergences.

Les symptômes sont connus: déficits chroniques, inflation de près de 10 %, baisse de la monnaie,... Les maux aussi, endettement public qui s'accumule et atteint 67 % du PIB, faible croissance, chômage qui s'accroît, pour tout dire cette fameuse stagflation qui peut paralyser les économies, mais aussi rendre impuissant les gouvernements. M. Modi peut-il casser cette spirale infernale?

Des recettes connues, mais des besoins de réformes « culturelles »

Les moyens politiques sont là. Les élections lui donnent un vrai pouvoir et il va échapper aux freins que les alliances et les coalitions complexes entraînent

immanquablement. Il arrive avec un certain prestige, celui d'une réussite dans la gestion de la province du Gujarat (60 millions d'habitants) depuis plus de 12 ans. Une réussite basée sur un nationalisme hindou qualifié de sévère, mais des résultats économiques incontestés.

Au-delà de cet affichage nationaliste (qui n'est pas pour rien sans doute dans le succès électoral), c'est une période de stabilité gouvernementale qui s'ouvre, et le temps est évidemment le meilleur allié du Premier ministre pour trouver la voie du redressement.

La recette ne va pas surprendre. En premier lieu, s'attaquer au déséquilibre des finances publiques. La taille du pays, les particularismes régionaux, les subventions diverses donnent du grain à moudre. Plus de cohérence produira des économies, mais, du côté des recettes, les besoins de réforme sont sans doute plus criants encore. La fiscalité indienne se caractérise par un manque de clarté et une impression d'arbitraire qui a deux conséquences: elle restreint les investissements étrangers et, pour les acteurs locaux, entretient un circuit parallèle d'économie souterraine.

Des réformes que nous qualifions de structurelles devront être menées en parallèle: modification et cohérence renforcée pour le droit du travail et celui de la propriété, amélioration des infrastructures de transport et distribution d'énergie.

Les marchés ont déjà un a priori favorable

Même si le diagnostic pas plus que les remèdes ne sont vraiment originaux, l'ampleur du problème apparaît, puisque, sur bien des points, une évolution culturelle sera nécessaire. Pourtant, on peut prendre le pari, comme les marchés financiers le font à leur manière, en permettant à la Bourse de Bombay d'afficher une hausse de 20 % sur un an (et de 35 % sur 3 ans). Le mouvement peut être là et les fondamentaux ne semblent demander qu'une impulsion pour se concrétiser. La démographie est un avantage dans un pays dont l'éducation est de bonne qualité et l'accès à l'anglais très largement diffusé. Les gains de productivité agricole et la compétitivité industrielle (liée aussi à la hausse du coût du travail en Chine) sont là pour assurer une phase de croissance qui assure l'emploi pour les générations arrivant dans la vie active. Les

investissements étrangers seront un déclencheur et dépendent bien sûr de l'Etat central, mais aussi de ces potentiels et (toujours) de la pratique de l'anglais.

Les défis sont importants, mais on a tendance à y croire. Autour du nationalisme hindou, une population s'est mobilisée sur le plan électoral pour que le pays trouve une place dans un jeu international et ça devrait marcher, au moins en partie.